

## LETTRES D'ITALIE<sup>1</sup>.

---

A MONSIEUR LE COMTE GOBLET D'ALVIELLA.

---

### VI

MON CHER AMI,

Connaissez-vous l'histoire du *Sacro Macello*, la « sainte boucherie », la Saint-Barthélemy de la Valteline? Il y a quelques années, en traversant cette riche vallée pour me rendre de Bormio à Saint-Maurice par Poschiavo, j'avais recueilli quelques détails sur ce sanglant épisode. On me les complète ici. Nous parlions de la Valteline, parce que Visconti-Venosta est de Tirano, dont il a été longtemps le député. Au XIII<sup>e</sup> siècle, les Venosta défendirent l'indépendance de la Valteline contre Milan avec la plus grande bravoure. Milan voulait s'emparer de cette vallée qui, comme on sait, débouche au lac de Côme et qu'arrose l'Adda parallèlement à l'Engadine. En 1518, Sforza, duc de Milan, la céda aux Grisons. Plusieurs Italiens distingués, qui avaient adopté la Réforme, s'étaient réfugiés à Chiavenna et dans la Valteline pour fuir le bûcher. Ils y trouvèrent la tolérance sous la protection des Suisses, et bientôt, dans chaque localité, se constitua un groupe de protestants assez nombreux. On

<sup>1</sup> *Suite.* Voir les livraisons des 15 janvier, 15 février, 15 mars, 15 avril et 15 mai 1879.

estime que le tiers des habitants embrassèrent la Réforme. Toute l'Engadine était devenue protestante. Les deux cultes vécutent longtemps en paix. Chacun avait son église, et quand il n'y en avait qu'une, le pasteur succédait au curé. Mais, en 1560, survinrent les jésuites. Ils s'établirent à Ponta et à Bormio et préparèrent sous main l'extermination des protestants. Le concile de Trente et le pape Pie V, qui avait été inquisiteur à Côme, avaient juré de délivrer la Valteline de l'hérésie. Les organisateurs du complot furent Jacques Robustelli et Vincent Venosta. Les Espagnols de Milan et l'évêque Borromée, tout dévoués aux jésuites, les poussaient à agir et leur donnaient de l'argent. La nuit du 18 au 19 juillet 1620, Robustelli avait caché sa bande d'assassins dans les caves de Venosta, à Tirano. Le matin venu, ils surprirent dans sa maison le pasteur Antonia Basso et l'égorgeèrent, ainsi que tous les autres protestants, sauf trois qui parvinrent à gagner l'Engadine en gravissant des rochers à pic. De Tirano, les bourreaux se dirigèrent sur Teglio. Les réformés étaient réunis dans l'église ; tous furent tués à coups de mousquets, et dix-sept personnes, parmi lesquelles six femmes et quatre enfants, furent brûlées vives dans le clocher où ils s'étaient réfugiés. Dans le chef-lieu Sondrio, le lieutenant de Robustelli, Guicciardi, organisa les massacres. Le 20 juillet, au matin, le peuple, conduit par les prêtres, au cri de : *Vive la foi catholique!* commença les tueries. Mais le chancelier Mingardini et une vingtaine d'hommes décidés parvinrent à tenir tête à la foule. Ils appelèrent à eux les protestants, qui eurent encore le temps de s'armer, et, après une résistance désespérée, ils parvinrent à gagner la campagne et à se réfugier en Engadine, à travers les glaciers. Les égorgements durèrent trois jours dans tous les villages jusqu'à Bormio. Les femmes qui ne voulaient pas abjurer étaient précipitées du haut des rochers ou brûlées vives. D'après le plan primitif, le massacre aurait dû avoir lieu le dimanche 26 juillet, tandis que les protestants étaient au prêche, et alors pas un, probablement, n'aurait échappé. Mais Robustelli commença le 20, avant que sa troisième bande fût arrivée de Milan, et

dans plusieurs localités, les catholiques, malgré les excitations des prêtres, se refusèrent à tuer leurs concitoyens et les aidèrent même parfois à fuir.

Toutefois, les jésuites avaient atteint leur but. Les bords de l'Adda étaient délivrés de l'hérésie. Ici, du moins, le vœu de Veuillot fut accompli. Dans la préface aux œuvres de Marnix, Quinet soutient que l'Église est parvenue à démontrer l'erreur de cette thèse, que la violence ne peut rien contre la vérité. Le *Sacro Macello*, la sainte boucherie de la Valtelline, est encore un fait qu'il aurait pu invoquer. Cette seconde édition de la Saint-Barthélemy est peu connue. Un récit détaillé serait cependant très-instructif. A Poschiavo, près de Tirano, et sur le revers méridional de la Bernina, le protestantisme s'est maintenu, appuyé sur l'Engadine réformée. C'est, je crois, le point extrême qu'il occupe vers le Midi.

— J'ai voulu aller revoir la *Sala reale* au Vatican. C'est la grande salle qui précède la chapelle Sixtine et où Vasari a peint les tableaux qui glorifient la Saint-Barthélemy. Il y en a trois. Le premier représente Coligny blessé d'un coup d'arquebuse et rapporté chez lui, avec cette inscription : GASPARD COLIGNIUS AMIRALIVS ACCEPTO VULNERE DOMUM REFERTUR. — GREG. XIII. PONTIF. MAX. 1572. — Un second tableau représente l'assassinat de Coligny et des siens, avec ces mots : CÆDES COLIGNII ET SOCIORUM EJUS. — Le troisième tableau nous montre Charles IX apprenant la mort de l'amiral et en témoignant sa joie : REX COLIGNII NECEM PROBAT.

Grégoire XIII fit frapper en l'honneur de la Saint-Barthélemy une médaille portant, d'un côté, la tête du pape, avec ces mots : GREGORIUS XIII. PONT. MAX. AN I, et, de l'autre, un ange massacrant les huguenots avec l'inscription : UGONOTTORUM STRAGES. 1572.

Comme le remarque Stendhal, le palais du pape est le seul lieu en Europe où l'assassinat est publiquement honoré.

Conversation avec MM. Franchetti et Ciceone, de la *Rassegna Settimanale*. Je demande qui dirige les élections et si l'influence du gouvernement est grande. — Non, me disent-ils, le ministère, représenté par les préfets, sous-préfets

et autres fonctionnaires, n'a pas grand pouvoir. Ce n'est pas comme en France, où un préfet est une haute autorité devant qui tout le monde s'incline et dont on craint les ressentiments. Est-ce un bien ou un mal, le fait est que les Italiens ont peu le sentiment du respect. Nous sommes, en réalité, un peuple très-démocratique, très-égalitaire. Les autorités elles-mêmes ont peu de morgue. Un préfet donne la main à tout le monde. Dans les dernières élections, on a voulu user des influences gouvernementales plus qu'on ne l'avait fait jusque-là. Mais ce n'est pas cette pression qui a donné une si grande majorité à la gauche. C'était l'entraînement général du pays.

Dans la plupart des petites villes — et elles sont nombreuses en Italie — ceux qui dirigent les élections sont une classe de *politicians* que nous appelons *paglietta*, ou *mestatori*. Ils vivent au café, lisent et commentent les journaux pour leur public, jugent les discours du Parlement et les actes du ministère, et forment ainsi l'opinion. Dans le Midi, où l'on passe tout le jour hors de chez soi, comme les Athéniens dans l'Agora, ces politiciens ont une influence énorme. Que sont-ils ? Des avocats sans cause, de petits propriétaires, des gens difficiles à classer, qui vivent on ne sait de quoi.

Notre ami Pierantoni, à qui je pose la même question, croit que le gouvernement peut avoir une grande action dans les élections. En y comprenant les chemins de fer dépendant de l'État, nous avons, dit-il, neuf cent mille fonctionnaires. Si on parvient à faire marcher cette légion, comment ne déciderait-elle pas souvent de la victoire ? Ajoutez l'influence des subsides à distribuer, des routes à construire, et vous serez surpris de la puissance dont pourrait disposer un parti au pouvoir. Ce qui sauve la liberté, c'est que les ministères ne durent pas assez longtemps pour organiser ses moyens d'action. On n'est pas prêt à obéir dans les élections à des hommes qui, probablement, ne seront plus au pouvoir l'an d'après.

— Aujourd'hui, à la Chambre des députés entre à grand fracas, dans la tribune réservée aux anciens ministres,

M<sup>me</sup> R... avec sa petite fille. Celle-ci est ravissante, mais très-bruyante. La mère aussi attire l'attention générale ; on s'étonne qu'après le fâcheux procès de l'été dernier, elle ose entrer dans cette tribune. Un diplomate me raconte un mot à son sujet. Quand R... voulut épouser M<sup>me</sup> de S..., qui comptait déjà alors plus d'aventures que d'années, un de ses amis voulut l'en détourner. — Que voulez-vous, dit R..., c'est une réparation. — Soit, reprit l'ami, mais c'est une bien grosse réparation pour un locataire.

— Les diplomates. — Parlons d'abord des nôtres. Notre ministre, M. Van Loo, est très-recherché par ses collègues et par les Italiens. M<sup>me</sup> de Noailles me dit qu'on se le dispute. Les hommes veulent l'avoir à leur table de whist, et les dames dans leur cercle. C'est qu'en tout et partout il est parfait. L'ambassadrice d'Autriche, la baronne de Heymerlé, ajoute : — C'est vrai, quand nous pouvons l'avoir, c'est une bonne fortune. Il est vrai que M<sup>me</sup> de Heymerlé l'apprécie à la fois comme whisteur et comme causeur. Le roi me dit de lui : — Votre jeune et charmant ministre est comme la Belgique, qu'il représente si bien ; il est aimé de tout le monde.

Le secrétaire, M. Le Ghait, n'est pas moins bien vu. Son salon est l'un des plus agréables de Rome. M<sup>me</sup> Le Ghait reçoit avec une affabilité exquise. De dix heures du soir à minuit, on est certain de trouver chez elle un gracieux accueil et une charmante société : quelques femmes jolies et spirituelles, comme centre d'attraction et, gravitant autour d'elles, des diplomates, des princes romains, des littérateurs et des étrangers de distinction. Le prince de Suède s'y amusait si bien, que deux fois pendant ce mois de décembre il est venu y prendre le thé. Je l'avais rencontré l'année précédente à Upsala, au centenaire de l'Université où il est étudiant. Il fait son tour d'Europe. Il ressemble à son père, mais comme une épreuve un peu décolorée. M. Le Ghait est un artiste, et on s'en aperçoit en entrant chez lui, car ses salons sont de vrais musées de céramique, et les tons des tapisseries et des meubles sont si bien choisis qu'ils forment une symphonie de couleurs.

A un dîner, je rencontre ici le comte Coello, ministre d'Es-

pagne, propriétaire du journal de Madrid, *La Epoca*, ce qui lui donne beaucoup d'influence. Il est libéral modéré et ne craint le cléricisme ni pour l'Italie ni pour l'Espagne. Je cause aussi avec l'envoyé de Turquie, Turkhan-bey, nom bien approprié à son emploi. Comme il a lu tous mes livres et qu'il m'en parle, je lui trouve énormément de lecture et d'esprit. Je n'ose toucher à l'Orient; mais ses appréciations sur l'Italie me paraissent fort justes. Un Oriental intelligent a sur les affaires d'Europe des vues plus originales, plus indépendantes que nous. Turkhan-bey parle le français comme un Parisien et l'italien comme un Toscan.

J'ai causé souvent avec le ministre de Suisse, M. Pioda. Nous y avons dîné avec les négociateurs du traité de commerce italo-suisse. M. Pioda est du Tessin. Il me raconte les péripéties de la lutte des libéraux et des cléricaux dans ce canton, italien de langue et catholique de religion. On peut en retirer un grand enseignement et un sérieux avertissement. L'instruction y est assez répandue; l'influence des cantons du Nord s'y fait sentir; les villes sont restées libérales et néanmoins le parti cléricale y est devenu le maître. Autrefois, il était complètement maîtrisé; mais peu à peu en fondant des confréries, des associations, des journaux, en faisant agir toutes les influences de la chaire et du confessionnal, il a conquis la majorité après quarante années de lutttes et d'efforts continus. Ce fait donne à réfléchir pour l'Italie, car le Tessin possédait des éléments de résistance qui manquent aux autres populations italiennes. Seulement, pour que le clergé arrive à son but, il faudra deux ou trois générations, et la lutte n'est pas encore commencée. Comment un pays catholique peut-il se soustraire à la domination du clergé, quand celui-ci en arrive à se servir des sacrements comme d'une arme de parti? En rompant avec les pratiques du culte? Mais cela revient à savoir si un peuple peut subsister sans culte ou en état permanent d'insurrection contre son culte, ce qui revient au même.

Le baron de Heymerlé représente l'Autriche. Il occupe un splendide appartement dans le palais Chiggi, sur la place

Colonna. Le ministre auprès du Saint-Siège habite le palais de Venise, que l'Autriche s'est réservé dans le traité de 1866, en cédant la Vénétie. Ce vieux palais du moyen âge est la véritable résidence des ambassadeurs autrichiens. Pourquoi n'est-ce pas l'envoyé auprès du roi d'Italie qui l'occupe? Le soir, nous allons faire la partie de whist avec M. et M<sup>me</sup> de Heymerlé, qui tous les deux jouent très-bien, madame surtout. Elle est blonde « comme les blés », elle a des yeux bleus profonds, un profil de Diane; elle fait penser à Marguerite et elle joue au whist comme Deschappelles ou comme James Clay. N'est-ce pas étrange? Clay, l'auteur de *Short-whist*, a pris cette épigraphe : Vous ne savez pas jouer au whist? Ah! jeune homme, quelle triste vieillesse vous vous préparez! D'où vient le plaisir que l'on peut éprouver à ce jeu? Manier des cartes, n'est-ce pas un vrai enfantillage et du temps perdu? Mais, à de certains moments, il faut une distraction et celle-ci met en action, comme les échecs, toutes les facultés mentales. Il faut de la mémoire, de la prévoyance, de la décision, une déduction rapide, des conclusions tirées à l'instant de certains indices, une finesse, un certain flair, une certaine force de divination, et tout cela doit concourir pour le choix de la carte à jouer. Les hommes d'État et les diplomates aiment le whist, parce que, dit-on, ils y trouvent l'occasion d'appliquer les facultés nécessaires à leurs fonctions. Le *Fortnightly Review* et le *Daily-News* consacraient récemment de très-sérieux articles à discuter l'importante question des *Conventions at whist*. M. de Heymerlé, qui a été envoyé à Athènes et à Constantinople, connaît à fond la question d'Orient. Il approuve la politique Andrassy. — Vous avez raison dans votre article du *Fortnightly*, me dit-il. L'Autriche ne peut pas se désintéresser de l'avenir des Slaves de la péninsule des Balkans. Elle ne peut oublier qu'elle-même est un État où les Slaves sont en grande majorité. L'Autriche peut apporter la civilisation, l'industrie, le commerce au-delà du Danube; c'est à la fois son intérêt et son devoir. M. de Heymerlé me parle aussi des revendications de l'*Italia irredenta*. L'Autriche ne s'en offense pas. Elles sont vraiment

trop ridicules. Trieste à l'Italie, c'est une pure absurdité ! Tant qu'il y aura une Autriche et une Allemagne, cela ne sera pas. Mais on admet parfois que l'Autriche devrait consentir à une rectification de frontières dans le Trentin, parce que l'occupation du fond du lac de Garde est une menace pour l'Italie. Prenez la carte et vous verrez que c'est nous qui sommes menacés en ce point, car nous sommes entourés, débordés, et quant au principe des nationalités, impossible de l'appliquer de façon à tracer ici une frontière acceptable. J'admire la façon dont M. de Heymerlé défend sa cause, mais je ne puis dire que j'arrive à partager son opinion.

J'ai rencontré le ministre de Russie à déjeuner chez Minghetti ; le prince Ourousof est jeune, élégant, fin et réservé. La princesse est peut-être en ce moment la plus jolie femme de Rome. La princesse Teano peut seule lui disputer la palme. La princesse Ourousof a le teint velouté comme une pêche et des yeux bruns, voilés de longs cils, d'une douceur infinie ; la grâce slave et la morbidezza orientale.

J'ai déjà parlé de M. de Keudell et de son prodigieux talent de pianiste. Je ne m'étonne pas qu'il détendit les nerfs suréxcités de M. de Bismarck. Son rôle est important à Rome, en ce moment. Léon XIII s'efforce d'arriver à une entente, afin de mettre un terme au *Kulturkampf*.

M. de Noailles représente bien la France libérale. Ses idées m'ont paru être celles de Tocqueville, mais un peu assombries par les faits contemporains. Comme son frère, le duc d'Agen, qui écrit dans la *Revue des Deux Mondes*, il s'occupe de questions économiques. Il me parle de l'Amérique, où il était ministre avant de venir à Rome. L'avenir de la grande république ne lui paraît pas complètement rassurant. Le pays jusqu'à présent, dit-il, a été gouverné par une aristocratie, les anciennes familles de souche anglaise et de croyances puritaines, les vrais Yankees. Ce sont toujours eux qui forment « la classe dirigeante », et leur esprit fait encore la force de l'État ; mais ils sont déjà une minorité. Bientôt ils seront noyés dans le flot montant des masses étrangères, des Irlandais et des Allemands surtout. C'est



seulement quand ceux-ci auront vraiment le pouvoir, que la démocratie sera mise à l'épreuve. Qu'advient-il alors? Le livre de Tocqueville est admirable, mais il n'a vu que les vrais Américains, une élite, qui bientôt sera dominée par des éléments plus grossiers... Après le dîner, on fumait des cigarettes d'Eucalyptus qui préservent de la fièvre. Dans ces gigantesques salles du palais Farnèse, on était absolument perdu. Rien ne fait mieux comprendre la vie du xvi<sup>e</sup> siècle que cet intérieur. Il fallait un peuple de serviteurs et de familiers, toute une cour pour en remplir l'immensité.

Pour compléter ma galerie diplomatique, j'aurais désiré rencontrer le ministre d'Angleterre, mais il ne sortait pas en ce moment, et ce n'était pas encore l'époque des réceptions; elles ne commencent qu'après Noël.

— Au Sénat, je revois avec un vif plaisir le vénérable comte Arrivabene, qui se considère toujours comme aussi Belge qu'Italien. Il aime la Belgique comme une seconde patrie et il nous a rendu de si grands services, que nous pouvons le payer largement de retour. Comme fondateur et président de notre Société d'économie politique, il a grandement contribué à la diffusion des connaissances économiques en Belgique. Il habite Mantoue, mais il est venu à Rome pour remplir ses devoirs de sénateur dans la crise actuelle. Il a 93 ans, et il marche encore d'un pas ferme et élastique. Ses traits depuis vingt ans n'ont guère changé. Il répond un mot charmant à Jacini, qui lui demande pourquoi il est venu à Rome seul, sans son domestique : « Ce pauvre vieillard, je n'ai pas voulu l'exposer au mauvais temps qu'il fait en ce moment. » Notez que le domestique n'a que 60 ans et Arrivabene plus de 90.

Le fils de M<sup>me</sup> Minghetti, le jeune prince Camporeale, qui est attaché à la légation italienne à Saint-Pétersbourg, me parle de la situation en Russie. C'était avant les derniers attentats, et ce qu'il disait les faisait prévoir. Cependant, on se figure malaisément une vraie révolution en Russie. Pour faire une révolution, il faut une bourgeoisie nombreuse et mécontente, comme en France et en Belgique en 1830, ou

une plèbe, comme celle de Paris qui a fait la commune en 1870. J'ai visité la Russie il y a deux ans. Rien ne m'a plus frappé que l'absence de cette classe intermédiaire que nous appelons la bourgeoisie. Elle existe, sans doute, dans quelques grandes villes, comme Saint-Pétersbourg et Moscou; mais partout ailleurs, entre le seigneur et les paysans réduits à la misère par l'impôt, il n'y a personne que le fonctionnaire qui dévore la substance du travailleur. Le prince Camporeale me cite ces vers humoristiques de Haussman, résumant le programme des nihilistes :

Wir wollen unsere Weiber tauschen ;  
Wir wollen uns mit Schnaps besaufen,  
Und alles soll gemeinsam sein.  
Wir wollen uns mit Fett beschmeren ;  
Wir wollen in der Sonn ... spazieren ;  
Wir wollen freie Russe sein.

« Nous voulons échanger nos femmes — Nous voulons nous enivrer d'eau-de-vie — Et tout doit être commun à tous — Nous voulons nous enduire de graisse — Nous voulons nous promener au soleil — Nous voulons être des Russes libres. »

Le domaine de Camporeale est situé au centre de la Sicile. Le système de tenure et ses effets en sont intéressants. La terre est occupée par les cultivateurs, moyennant une redevance fixe. C'est une forme du *livello*, du bail héréditaire. Camporeale a plus de 4,000 tenanciers payant de 5 à 10 francs par an comme canon féodal. Le cultivateur est ainsi un quasi-propriétaire. Aussi l'aisance des paysans de Camporeale forme un contraste frappant avec la misère de ceux qui sont soumis au régime du *Screw rent*, du fermage sans cesse porté au maximum. C'est un nouvel argument que mon savant collègue de Bonn, M. Nasse, pourra invoquer en faveur des baux héréditaires.

— Les banques populaires se sont multipliées en Italie plus que partout ailleurs, sauf en Allemagne. Leur congrès annuel a eu lieu le 15 de ce mois (décembre), à Padoue, sous la présidence de Luzzatti, le Schulze-Delitsch de ce pays-ci. Quatre-vingt-quinze banques ont adhéré et ont envoyé leurs

rapports, et il en existe encore d'autres qui n'ont pas répondu à l'appel. Je trouve dans le discours si riche de faits, prononcé par Luzzatti, différentes particularités dignes d'être notées. Ainsi, quant au personnel des actionnaires, sur 80,160, on trouve 5,138, soit 6.50 p. c., grands agriculteurs; 13,847, soit 17.50 p. c., petits agriculteurs; 2,757, soit 3.50 p. c., ouvriers agricoles; 3,759, soit 4.80 p. c., grands industriels et grands commerçants; 24,667, soit 31.50 p. c., petits industriels et commerçants; 5,472, soit 6.90 p. c., ouvriers; 13,112, soit 16.70 p. c., employés, etc., et 9,874, soit 12.60 p. c., personnes sans profession.

Il y a en tout 699,407 actions. Le capital versé est de 34,941,593 francs, et le fonds de réserve de 10,436,143. Les prêts se sont élevés, en 1877, à 95 millions, et les comptes à 318 millions. Les pertes, plus grandes cette année, à cause de la crise, ne montent qu'à 203,061 francs, ce qui est insignifiant. Les bénéfices nets, malgré l'accroissement des impôts — qui est de 1.40 p. c. des bénéfices, — atteignent encore 3,604,048 francs, ce qui fait 7.95 p. c. du capital versé et de la réserve. Ces chiffres montrent que ces établissements sont conduits avec une extrême prudence. Les dépôts aux banques en Italie étaient en août 1878 de 546,803,889 fr., dont presque la moitié, 165 millions, aux banques populaires. On voit le rôle extrêmement important qu'elles remplissent dans l'épargne. Les services rendus par ces institutions sont considérables, d'abord par le crédit qu'elles font descendre dans des couches, qui sans elles en seraient privées, ensuite et surtout parce qu'elles habituent leurs affiliés à l'ordre et à l'économie. Cet exemple est d'une valeur inappréciable. D'après le rapport de Schulze-Delitsch pour 1877, il existait en Allemagne 1,829 banques populaires, 622 associations coopératives diverses, 624 sociétés de consommation et 50 sociétés de construction; elles possédaient 160 millions de marcs de capital et avaient fait pour plus de 2 milliards d'affaires. N'est-il pas étrange qu'en France ces institutions n'ont pas du tout réussi, alors qu'elles prospèrent à ce point en Italie et en Allemagne?

— Je voudrais maintenant résumer mes impressions et le résultat de mes conversations avec les hommes distingués que j'ai rencontrés ici, au sujet de la situation des affaires en Italie. Les Italiens eux-mêmes me demandaient souvent : Que pensez-vous de notre avenir? Voici ma réponse. Je la donne en toute humilité, car il est difficile de rien prédire à une époque aussi profondément troublée et où tout se modifie si rapidement.

Sans doute, l'avenir de l'Italie, comme celui de tous les pays de l'Europe, présente des points noirs ; mais je pense néanmoins qu'elle n'est pas menacée de dangers prochains. Considérons d'abord sa situation extérieure. Quoique péninsule, ses frontières sont si nettement tracées par les Alpes du côté où elle se rattache au continent, qu'elle a presque les avantages d'une position insulaire. Aucun de ses voisins ne nourrit plus l'idée de lui arracher un lambeau de son territoire. Ni la France, ni l'Autriche ne voudront franchir les montagnes pour conquérir des provinces qu'elles ne pourraient garder qu'au prix d'immenses sacrifices et sous le coup d'une perpétuelle menace. La conservation d'une Italie unie et forte est un élément de paix pour tout le Midi. Tant qu'elle était divisée en plusieurs États faibles et en quête d'alliances étrangères, les autres puissances étaient entraînées à s'y livrer à des luttes d'influences. Aujourd'hui, ce danger a disparu.

Reste, il est vrai, la question du pouvoir temporel qui alarme les Italiens pour le cas où aurait lieu en France une restauration monarchique et où un grand courant théocratique viendrait à dominer en Europe. Mais il y a des circonstances qui, même dans ce cas, mettraient l'Italie à l'abri d'une attaque. D'abord, les puissances antipapales et séparées de Rome, l'Allemagne, la Russie et l'Angleterre, ne sont pas précisément celles qui comptent le moins en Europe, et il est peu probable que l'Italie fût abandonnée par elles. En second lieu, une restauration monarchique en France, de quelque façon qu'elle ait lieu, serait si menacée par les résistances des partis vaincus, qu'elle n'aurait pas la force d'en-

tamer une guerre étrangère contre une nation amie qui saurait se défendre et qui aurait pour elle les sympathies de toute l'Europe. Un État ecclésiastique gouverné par un prélat élu pour diriger les âmes est manifestement une chose du passé, qui ne peut plus vivre actuellement. Il y en avait autrefois plusieurs en Europe : tous ont disparu successivement. Le pouvoir temporel est tombé en raison de la même loi historique. Il est impossible de faire revivre une institution qui a contre elle toutes les influences contemporaines. C'est en vain que par la force des armes on voudrait restaurer momentanément la royauté papale, elle ne tarderait pas à s'écrouler de nouveau. Henri V lui-même comprendrait cela et il se refuserait à tenter l'impossible.

On ne viendra donc pas attaquer l'Italie. Mais elle-même n'inquiétera-t-elle pas ses voisins ? L'agitation de l'*Italia irredenta* ne constitue-t-elle pas un danger ? Je ne le pense pas. Les manifestations en faveur de l'*Italia irredenta* n'ont eu absolument rien de sérieux. Elles étaient organisées par quelques brouillons et par un petit nombre de sociétés démagogiques. Le gros de la population restait ou complètement indifférent ou décidément hostile. Ces revendications sont, en effet, trop insensées. L'*Italia irredenta*, c'est Nice, la Corse, le Tessin, le Trentin, Trieste, les ports dalmates et probablement aussi Malte. Il faudrait donc réclamer les pays italiens à la France, à la Suisse, à l'Autriche et à l'Angleterre. Les Italiens sont trop sensés pour ne pas comprendre l'absurdité de ce mouvement, en réalité, tout factice. Il n'y a que la rive septentrionale du lac de Garde qui puisse revenir un jour à l'Italie, et cette rectification de frontière ne peut passionner personne. Donc, nulle occasion de différends ou de querelles avec les autres États. Quelle différence, sous ce rapport, avec la France, qui porte au flanc la plaie toujours saignante de l'Alsace ; avec l'Allemagne, qui, comme le disait récemment M. de Bismarck, doit se défier de tous ses voisins ; avec l'Autriche, menacée sans cesse d'incidents graves qui peuvent mettre son existence même en péril ; avec la Russie, engagée à fond dans toutes les complications du

problème oriental ; avec l'Angleterre enfin, qui, outre ses petites guerres en Afrique et en Asie, croit devoir défendre l'Inde dans la Méditerranée et dans l'Asie Mineure ! L'Italie a même cet avantage qu'elle n'a pas à protéger des colonies lointaines, dont la défense exige une forte marine et souvent, comme c'est le cas pour l'Angleterre et l'Espagne, des dépenses considérables. Elle pourrait donc, sans danger, réduire le budget de la guerre et surtout le budget de la marine.

A l'intérieur, l'Italie a une constitution qui est appliquée de façon à en faire l'un des pays les plus libres du continent. Aucune des manifestations de l'activité humaine n'est entravée. Liberté des cultes, liberté de la presse, liberté de l'enseignement, liberté de réunion et même d'association ; en un mot, toutes les libertés comme en Angleterre ou en Belgique. Si l'on se plaint, c'est de ce que la liberté est trop illimitée. Le jeune roi a pris son père pour modèle ; il est le type du souverain constitutionnel. Il veut en tout se conformer aux vœux de la nation. Il accepte avec une bonne grâce parfaite les ministres que les votes du Parlement lui désignent. Il est entièrement dévoué au bien du pays. Il favorise et encourage tout ce qui peut contribuer au progrès. Récemment, il instituait des prix magnifiques pour des œuvres scientifiques et littéraires. On peut dire qu'il n'a pas un ennemi, même parmi les républicains. Il n'y a pas jusqu'à Passanante, le régicide, qui n'avouât qu'il n'était animé contre lui d'aucune haine personnelle. La reine Marguerite, spirituelle, instruite, bonne, dévouée, charmant tous ceux qui l'approchent, est l'objet d'un véritable culte. Le jour de sa fête, chacun portait à sa boutonnière une fleur de marguerite. Donc, point de dynastie plus populaire. Tous les Italiens savent que c'est Victor-Emmanuel qui a fait l'Italie, de sorte que l'attachement à la maison de Savoie se confond avec l'amour de la patrie.

L'unité de l'Italie n'est pas mise en danger, comme on l'avait craint, par l'hostilité des anciennes divisions territoriales. L'unité de race, de langage, de religion, de traditions a amené la fusion des anciens États en une seule nation avec

une facilité et une rapidité que nul ne pouvait prévoir. On peut dire qu'il n'y a pas de pays en Europe, pas même l'Espagne, la France ou l'Angleterre, dont les parties sont aussi homogènes. Entre la Flandre française et la Provence, que de différences ! Les provinces basques et la Galice sont d'une autre race que les Andalous. En Angleterre, il y a l'Écossais, l'Anglais, le Gallois et l'Irlandais. En Italie, malgré des nuances, vous ne trouvez partout que des Italiens.

Quels sont donc les points noirs qui semblent menacer l'avenir ? On en cite trois : le socialisme, le cléricalisme et les sectes républicaines. Voyons quels sont réellement les dangers qu'ils présentent.

Des tendances socialistes existent en Italie comme dans les autres pays civilisés, parce qu'elles résultent pour ainsi dire nécessairement des conditions économiques actuelles. Les classes laborieuses ne touchent, en échange de leur travail, qu'un salaire insuffisant, encore réduit et parfois même supprimé par les crises industrielles et commerciales. Des idées d'égalité et de revendication matérielle se répandent partout. Les ouvriers aspirent à améliorer leur sort en modifiant les lois de la répartition et l'organisation sociale. Voilà, au fond, le socialisme. Il résulte du contraste entre l'égalité des droits que l'on proclame et l'inégalité de fait qui subsiste. Mais si le socialisme existe partout aujourd'hui, il se présente sous des formes différentes. En Russie, il envahit toutes les classes de la société et il aboutit au nihilisme, c'est-à-dire qu'il veut détruire complètement le despotisme universel qui pèse sur l'immense empire. En Allemagne, le socialisme est scientifique et politique. C'est un parti puissant qui a des doctrines, des livres, des orateurs, des sociétés, toute une presse, tout un état-major de propagande. C'est par l'élection qu'il espère arriver à dominer un jour au Parlement et dans tous les conseils électifs. En Angleterre et en Amérique, la question du salaire est le vrai champ de bataille. C'est par l'association et les *Trade's Unions* et les grèves que les ouvriers s'efforcent d'obtenir l'augmentation de la part du travail.

En Italie, le socialisme a un tout autre caractère. Il existe à l'état actif dans les sectes et dans quelques villes, à l'état latent dans les campagnes. Les sectes, les sociétés secrètes, legs du passé, sont encore un des fléaux de l'Italie, surtout dans les Romagnes et dans le Midi. Ces sociétés se ramifient dans toutes les directions et se recrutent dans toutes les classes. Toutes ces sociétés sont plus ou moins pénétrées d'idées socialistes, non d'un socialisme scientifique, comme en Allemagne, mais tout simplement de rêves de bouleversement et de nivellement. Dans les campagnes, où règne la grande propriété et où dominant les *latifundia*, les idées socialistes naissent spontanément de la misère extrême des populations rurales, comme la jacquerie au moyen âge. Le salaire ne dépasse guère un franc et la vie est devenue presque aussi chère en Italie que dans le nord de l'Europe. Souvent même ce modique salaire vient à manquer. Dans un excellent livre, MM. Franchetti et Sidney Sonnino ont tracé de la situation des classes rurales un tableau, vrai comme une photographie, dit-on, et qui fait frémir. Les aspirations égalitaires pénètrent aussi dans les campagnes par les soldats revenus dans leurs foyers, lesquels les ont puisées dans les cafés des villes. Les idées se communiquent bien plus vite dans le Midi que dans le Nord : la parole est plus vive et l'esprit plus ouvert.

Autrefois, la religion empêchait l'exaspération des classes déshéritées. Elle enseignait la résignation aux maux présents et, comme compensation, elle ouvrait les perspectives de la félicité éternelle dans un monde meilleur. Aujourd'hui, le sentiment religieux est singulièrement refroidi et l'hostilité contre le prêtre remplace souvent l'ancienne confiance. En outre, on m'a affirmé de divers côtés que le bas clergé de la campagne, qui est presque aussi pauvre que les prolétaires, passe au socialisme. C'est ce que disait aussi récemment un économiste distingué, G. Boccardo, dans le *Giornale degli Economisti*. Un fait curieux vient à l'appui de cette appréciation.

En avril 1877, une bande de jeunes gens, membres de sociétés secrètes, se réunit au village de San-Lupo, à l'est de



Capoue, pour préparer un mouvement révolutionnaire. Une lutte s'engage avec les carabiniers chargés de les surveiller : deux de ceux-ci sont tués. La bande s'empare du village de Létino. Elle déclare qu'elle vient faire la révolution sociale et on brûle le cadastre des propriétés, au pied d'un crucifix qui se trouve au milieu de la place. Le prêtre de la paroisse monte sur le soubassement du crucifix et prononce un discours incendiaire, qu'il termine en disant que les hommes qui sont venus pour établir l'égalité sont les vrais apôtres du Seigneur, dont ils vont appliquer les lois. La bande part pour le village voisin de Gallo. Le curé de cette paroisse s'avance à sa rencontre et, après avoir embrassé le chef, retourne joyeux au village, en disant aux habitants : — Ne craignez rien. Ce sont de braves gens. On va changer le gouvernement et brûler les registres. *Cambiamento di governo ed incendio di carte*. Bientôt la bande tout entière tombe aux mains des soldats. Le procès est instruit et jugé aux assises de Capoue. L'avocat des accusés soutient que leur crime est politique et que, par conséquent, il est couvert par l'amnistie édictée à l'avènement du jeune roi. Quoique deux carabiniers aient été tués, le jury acquitte. C'est une scène de roman. Mais ce qui est à noter comme symptôme, c'est que les curés des deux villages occupés par la bande ont accueilli celle-ci avec enthousiasme, en saluant la révolution sociale comme une délivrance.

Dans les villes du Nord où il y a de l'industrie, les préfets m'ont assuré que beaucoup d'ouvriers, même sans être affiliés à des sociétés secrètes, sont acquis aux idées de nivellement et de réorganisation sociale. On peut donc dire que le socialisme se répand en ce moment en Italie, parmi les travailleurs industriels, parmi les campagnards des provinces où ils sont les plus malheureux, et aussi parmi le bas clergé, qui est presque dans la misère. Mais je ne pense pas que cela constitue encore un véritable danger pour l'ordre actuel. Heureusement pour l'Italie, elle n'a pas de grands centres industriels où les ouvriers vivent accumulés dans les fabri-

ques, exposés à cette désolante calamité de la réduction des salaires et du chômage. Les désordres et même les soulèvements dans les campagnes ne s'étendraient jamais qu'à quelques localités et ne peuvent pas menacer les grands centres. L'action du clergé ne serait dangereuse que si les chefs de l'Église entraient dans le mouvement socialiste, et ils n'en sont pas encore là. Le péril ne deviendrait sérieux que si la contagion des idées de révolution sociale pénétrait dans l'armée par les sous-officiers qui, dans les cafés, sont souvent en contact avec les membres des sectes. Mais quoi qu'on m'ait dit à ce sujet, j'estime que ce danger est encore éloigné. Les deux colonnes de l'ordre social actuel sont le prêtre et le soldat. Si un jour tous deux devaient passer à l'ennemi, un bouleversement serait inévitable. Je n'oserais dire que ce jour ne viendra jamais, mais je pense qu'il n'est pas encore venu.

Certains Italiens pensent que si la république s'établit définitivement en France, l'exemple pourrait rendre douteux le maintien des institutions monarchiques en Italie. Sans doute, ce qui se passe en France exercera toujours une réelle influence sur les deux pays voisins de même race, l'Espagne et l'Italie. Mais je doute que cette influence aille jusqu'à menacer la dynastie de Savoie. D'abord toute l'attention se porte aujourd'hui sur les questions économiques et sociales. On est devenu très-indifférent à ce qui ne concerne que les institutions politiques. Les événements contemporains ont amené ce changement dans les idées. Naguère encore, la république était l'objet, pour les uns, de terreurs invincibles et de répulsions violentes, pour les autres, d'enthousiasmes juvéniles et d'espérances illimitées. Elle a été établie dans deux grands pays, aux États-Unis depuis un siècle, en France depuis neuf ans, sans justifier ni ces craintes ni ces espérances. Elle n'a amené ni l'Eldorado que rêvaient les uns, ni l'échafaud que redoutaient les autres. La civilisation suit la même marche et passe par les mêmes épreuves aux États-Unis et en Angleterre, en France et en Allemagne. Les mêmes problèmes économiques et religieux, les mêmes crises financières,

les mêmes hostilités de classe, la même lutte entre capitalistes et ouvriers se rencontrent dans tous les pays civilisés, qu'ils soient constitués en république ou en monarchie, et les Italiens ont vu que la royauté constitutionnelle peut donner à une nation, de la façon la plus complète, l'ordre et la liberté. Sous ce rapport, l'Italie n'a rien à envier à la France. Quoique les défenseurs de la République en France se soient montrés très-prudents et très-sages, d'ici à longtemps les nouvelles institutions ne donneront pas ce sentiment de sécurité et de confiance qu'inspire un régime définitivement enraciné. D'ailleurs, comme M. Minghetti l'expliquait récemment dans un banquet que lui offrait la jeunesse universitaire à Bologne, et comme j'ai essayé de le montrer moi-même dans mon volume sur les *Formes de gouvernement*, la monarchie représentative est une meilleure garantie de la liberté que la république, parce qu'elle sauvegarde les droits des minorités, chose essentielle dans un état social démocratique. Même au point de vue des réformes sociales, la république ne semble présenter aucun avantage décisif sur la monarchie représentative, car le souverain, comme on l'a vu souvent, sera porté à s'occuper des classes inférieures plus qu'une majorité animée des sentiments égoïstes des classes dominantes. Ajoutez à ces causes générales la grande et universelle popularité dont jouit la maison de Savoie, à qui l'Italie doit son existence comme nation, et vous comprendrez pourquoi le parti républicain est si faible en Italie. Il a cependant joui d'une liberté complète de propagande, et en outre, les traditions historiques des grandes villes, comme Venise, Gênes, Pise, Bologne, Florence, étaient toutes républicaines. Au Parlement, le groupe républicain ne compte que dix-huit membres, et son chef, le Dr Bertani, a même déclaré accepter les institutions actuelles, en réservant ses préférences théoriques. L'organe principal du parti mazzinien, le journal le *Dovere* de Rome, cesse de paraître faute d'abonnés, et cependant les journaux en Italie se publient à très-bon marché. En visitant les universités de Padoue, de Bologne, de Rome, je demandai aux étudiants s'il y avait

parmi eux beaucoup de républicains. « Non, me fut-il répondu, presque pas, mais tous sont anticléricaux et un grand nombre matérialistes et socialistes. »

Chacun comprend que la proclamation de la république détruirait l'unité. Le Nord resterait fidèle à la maison de Savoie qui, appuyée sur cette citadelle, au pied des Alpes, dompterait les insurrections locales ou abandonnerait le Midi aux restaurations et à l'anarchie. L'Italie ne sera plus morcelée. La seule question qui se pose est celle-ci : Se conservera-t-elle par la liberté, comme elle s'est fondée, ou bien par la force et par l'armée?

Reste le troisième danger, le cléricanisme. Le cléricanisme est un danger pour l'Italie, d'abord parce qu'il a pour but définitif le rétablissement du pouvoir temporel du pape et par conséquent la destruction de l'Italie actuelle. En second lieu, parce que, sans aller jusque-là, s'il arrive en force dans les assemblées des communes et des provinces et au Parlement, il peut, en s'alliant au parti radical, créer des embarras inextricables et exploiter les mécontentements populaires. Actuellement, il n'y a pas à la Chambre un seul cléricale déclaré. Tous les partisans du pape se sont abstenus en raison du mot d'ordre : *Ni elettori ni eletti* — ni électeurs ni élus. D'ailleurs, en ce moment, la très-grande majorité des Italiens, même les bons catholiques, voulant conserver l'unité de l'Italie, un parti qui a pour programme avoué ou secret le morcellement de la patrie n'a point de chances de succès.

C'est pour ce motif que le père Curci conseille aux catholiques et au pape de changer de tactique. « Réservez, dit-il, les droits du Saint-Siège sur lesquels vous ne pouvez transiger, mais n'en faites pas une question de politique militante. Présentez-vous simplement comme parti conservateur. Vous représentez le sentiment religieux qui est indispensable à toute société. Vous êtes donc un élément essentiel et même, en réalité, le vrai fondement de l'ordre actuel. Vous êtes le seul boulevard contre les assauts de l'esprit athée et révolutionnaire. Donc, tôt ou tard, quand on aura vu le danger,

tout ce qui est conservateur se rangera autour de vous et vous reprendrez l'influence et l'autorité qui vous appartiennent. » Le pape, dit-on, écoute volontiers le père Curci. Le fait est que, proscrit par Pie IX, il a été appelé au Vatican par Léon XIII, qui ne veut pas continuer la politique d'illuminé de son prédécesseur. Il désire se réconcilier avec les gouvernements. En traçant le tableau des dangers que présentent les progrès du socialisme, il a montré que le seul remède était l'alliance du trône et de l'autel. Léon XIII, un fin politique, suit la vraie tactique. En se réconciliant avec le pouvoir civil, l'Église peut poursuivre son œuvre de propagande. Quelques concessions ne sont rien, au prix des conquêtes que le clergé peut faire s'il n'est plus tenu en bride par les gouvernements. Léon XIII a été longtemps nonce à Bruxelles. Il a vu là tout le parti que l'Église peut tirer des libertés modernes, si elle apprend à en faire bon usage, et il semble que c'est là la marche qu'il veut imprimer à l'armée ecclésiastique dans le monde entier. Se rendre maître de la civilisation moderne au moyen des libertés modernes et réaliser le rêve de Hildebrand, la suprématie universelle de l'Église, non par les anathèmes et les foudres papales, mais par les élections, les parlements, les associations et la presse, voilà le programme.

En Italie, pour atteindre ce but, tout est à faire. D'abord, le clergé supérieur qui est dévoué complètement au pape n'a pas encore l'expérience des luttes politiques et les moyens d'action indispensables lui manquent. Le clergé inférieur est, en partie, animé d'un certain patriotisme italien et, à peu d'exceptions près, il n'est nullement militant. Comme je l'ai déjà dit, le curé de campagne tirant son revenu, non du budget, mais d'un petit bien, d'un *podere*, qu'il exploite souvent lui-même ou qu'il loue, est absorbé par les intérêts matériels, et n'a rien d'un apôtre. Ce n'est qu'un paysan qui dit la messe. Il est pauvre, humble, craintif, très-ignorant, souvent assez grossier et, dans le Midi, de mœurs très-relâchées. Il n'a donc nullement les allures d'un missionnaire ni les visées d'un soldat de la papauté. Il vit terre à terre; il n'a

pas d'idéal. Comme organe des passions populaires qu'il enflammerait, il aurait une puissance réelle; mais, s'il voulait lutter contre les tendances de ses paroissiens, il ne serait pas obéi. Le prêtre est une puissance électorale quand il peut dire à ses paroissiens : Vous voterez pour un tel, ou je vous refuse l'absolution. Mais, en Italie, il ne peut songer à prendre cette attitude. Il n'ose pas même interdire la lecture des journaux anticléricaux. Si les libéraux font passer le projet de loi, déjà déposé, qui remplace les propriétés des cures par une dotation au budget, ils auront supprimé le lien qui attache le bas clergé à la société civile et ils l'auront préparé ainsi à devenir uniquement une milice papale. Ce sera un premier pas. Un second pas sera fait quand, dans les séminaires, les évêques formeront les lévites à la lutte politique et surtout quand ils leur auront fait comprendre qu'en s'emparant des électeurs, ils peuvent devenir les maîtres de ceux qu'ils craignent aujourd'hui. C'est précisément ce qui se fait maintenant, et les jeunes prêtres commencent à entrevoir un idéal d'autorité qu'ils pourront atteindre un jour. Mais, avant qu'ils n'en arrivent là, il faudra qu'ils forment à leur tour les générations nouvelles à subir leur influence et qu'ils habituent peu à peu les laïques à s'incliner devant leurs exigences. Ce travail de préparation exigera bien du temps. Je crois donc qu'un vrai parti clérical ne tardera pas à se constituer en Italie et que le clergé, mieux dressé par les évêques pour le combat, regagnera en grande partie l'influence qu'il a perdue; mais pour qu'il arrive à obtenir une majorité dans le Parlement, il faudra au moins deux générations. En somme, il me semble que l'Italie n'est menacée à bref délai ni par le socialisme, ni par le républicanisme, ni par le cléralisme.

La misère est grande. Une mauvaise récolte peut accroître le nombre des mécontents déjà très-grand. Des soulèvements locaux peuvent se produire. Mais une révolution me paraît peu probable. x

ÉMILE DE LAVELEYE.